

Décembre 2001

Il y a 10 ans... l'insurrection argentine

Il y a tout juste 10 ans, une partie de la population argentine se soulevait et chassait du pouvoir deux gouvernements et présidents successifs à la suite de la faillite de l'Etat, croulant sous le poids de sa dette et des mesures d'ajustement que lui imposaient depuis une décennie le FMI et les grandes puissances qui le contrôlent. Le parallèle avec la situation de la crise actuelle saute aux yeux, et il y a de quoi, malgré quelques différences. Mais la mécanique est la même.

La crise argentine est riche d'enseignements sur ce qu'elle a produit comme formes inédites de résistances sociales, avec leurs méthodes de lutte particulières, ne correspondant à aucun schéma préexistant. Elles ont été de pures créations, nées de la dévastation économique et d'une révolte qui a pris immédiatement des formes collectives dans une rébellion sociale de longue durée visant à satisfaire des besoins matériels et symboliques et des exigences de dignité, et où la dimension existentielle et l'intelligence collective des protagonistes ont été parmi les principales caractéristiques et moteurs de ces mouvements.

Les crises sont toujours des moments de ruptures, de redéfinitions et de créations. Il n'y a aucune raison qu'il en soit différemment dans le Vieux Continent européen — et les formes inédites et variées que prend la rébellion grecque actuelle le confirment — à l'heure où la question sociale devrait logiquement revenir au centre du jeu et être l'objet d'interrogations et d'initiatives de toutes sortes, de mobilisations plus que souhaitables et de leurs nécessaires et inévitables reformulations, loin des pétitions, des rituels syndicaux et des impasses du jeu électoral. À cet égard, l'exemple argentin peut constituer une source d'inspiration.

I. Le soulèvement de décembre 2001

Le soulèvement de décembre 2001 n'a pas surgi de rien. Il a été l'aboutissement d'une crise sociale majeure commencée bien des années avant et d'une double et brusque accélération : la dégradation économique (récession et donc hausse de la dette, licenciements, explosion de la pauvreté, de l'absence totale de couverture sociale...) et la montée simultanée de la protestation sociale.

L'Argentine, présentée comme l'un des meilleurs élèves du FMI, verra sa dette augmenter continuellement au point de tripler de valeur au cours de la décennie. Officiellement, il y a 18% de chômeurs, mais en fait, sur 37 millions d'habitants en 2000, 18 millions sont pauvres et 5 millions sont dans l'indigence totale, des centaines de milliers font les poubelles pour manger ou survivre en collectant des déchets recyclables (*cartoneros*). En 2002, le chômage officiel atteindra 25%.

En 1999, le FMI conditionne le versement d'un prêt de 10 milliards de dollars contre un nouveau programme d'austérité qui entrera en vigueur en mars 2000 : hausse des impôts, baisse des dépenses fédérales vers les provinces, démantèlement du système public de sécurité sociale administré par les syndicats. Mais, au mois de novembre, le FMI exige un tour de vis supplémentaire qui se traduira par la décision de geler complètement les dépenses de l'État pendant 5 ans. Mais cela ne suffit toujours pas pour le FMI qui voit le déficit du budget de l'État

argentin se creuser de plus en plus au cours du premier semestre 2001. Fin juillet, un septième plan d'austérité (depuis 1998) dit du «déficit zéro» est décidé et de nouvelles mesures sont votées dont la baisse de 13% des salaires des fonctionnaires (et de certaines pensions) et une baisse de 18% du budget pour 2002. Cela ne suffit toujours pas. La bourgeoisie parfaitement informée de ce qui se trame, transfère massivement ses capitaux vers des succursales bancaires hors du pays et les changeant en dollars.

Quelques mois plus tôt

Le 17 juin, deux *piqueteros* sont assassinés par la police dans la province de Salta (nord-ouest du pays), ce qui porte à 5 le nombre de manifestants fauchés sous les balles de la police dans cette région en 13 mois. Cette fois-ci, l'intervention policière ressemble à une opération de guerre et l'usage des armes à feu est officiellement reconnu et revendiqué par les autorités depuis la dernière *pueblada* [1] où des armes ont été dérobées et la gendarmerie chassée par la population. L'hôpital, l'église, et les stations de radios communautaires sont occupés et dévastés, les *snippers* de la gendarmerie (police des frontières) tirent sur le *piquete* où se trouvent plusieurs centaines de personnes. Il y a 40 blessés, des dizaines d'arrestations suivies de coups et de tortures, les cameramen présents sont frappés, leur matériel et les

preuves enregistrées qu'il contient, sont détruits... Mais les habitants de cette localité pétrolière ne se laisseront pas faire. Ils se rassemblent malgré le déploiement des forces armées, les chasses à l'homme, les fouilles dans les maisons des militants en vue : ils sont rapidement 2000 puis 3000. Les voisins de Tartagal, à 7 kilomètres de distance, viennent les renforcer et la place de la bourgade assiégée devient le foyer de la résistance. Les mobilisations contre la répression s'enchaînent dans tout le pays et prennent de l'ampleur, tandis qu'à Salta (capitale provinciale) les scènes d'émeutes ne cesseront que par la libération des manifestants incarcérés. Le 21 juin, la place de Mosconi (20 000 habitants) est complètement remplie, les manifestants sont chaque fois plus nombreux, peut-être 10 000, et font reculer les gendarmes. Le gouvernement doit faire machine arrière.

En cet hiver austral, tout s'accélère et la protestation sociale s'amplifie et se radicalise. Les premiers MTD (Mouvement de travailleurs désoccupés, ou «au chômage») indépendants de la banlieue sud de Buenos Aires commencent à se coordonner dans des actions communes et simultanées. Une première rencontre nationale des chômeurs est organisée en juillet, près de Buenos Aires. Au mois d'août naît la Coordination Anibal Verón, fruit d'un processus de rapprochement de mouvements de chômeurs «autonomes», surtout de la banlieue sud de la

[1] Le terme *pueblada*, inconnu des dictionnaires de langue espagnole, est un néologisme qui fait clairement allusion à la situation de révolte massive lancée et conduite de manière spontanée par des groupes ou des collectifs rassemblant un nombre significatif d'habitants d'une ville ou village (*pueblo*). Ce concept est maintenant complètement incorporé à la culture politique argentine pour désigner des événements de rébellion sociale qui sont apparus au cours des années 1990 et dont le sommet sera les journées de la fin 2001 et du début 2002.

capitale. Dès le mois de septembre, les blocages de routes se multiplient, notamment dans le Grand Buenos Aires et à La Plata, tandis que les fonctionnaires intensifient leurs mobilisations pour le versement de leurs salaires.

Du jour au lendemain, l'État ne peut plus fonctionner : il puise dans les réserves des fonds de pension, bloque les dépôts bancaires le 1er décembre [2] et interdit le change de peso en dollar. La circulation monétaire courante est paralysée : salaires, pensions, mais aussi petit commerce et PME ainsi que l'économie informelle...

Le 5 décembre, le FMI puis la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement suspendent le versement d'une tranche globale de 2,5 milliards de dollars. Les choses s'accroissent encore plus. Le «risque pays» s'envole et le gouvernement ne parvient pas à renégocier la dette (en transformant des échéances de remboursement de court terme en long terme) car la «confiance» n'est plus là : les créanciers savent pertinemment que la dette en dollars ne pourra pas être remboursée par un État en faillite, surtout avec un peso qui court tout droit vers sa dévaluation.

Dès l'instauration du *corralito*, les classes moyennes paupérisées descendent en bas de chez elles et l'on entend les premiers concerts de casseroles. Les rencontres entre mouvements, les actions communes se multiplient et les définitions politiques se précisent en ce début de printemps, en particulier par une rencontre nationale à La Plata (province de Buenos Aires), donnant naissance à la Coordination des Organisations Populaires Autonomes.

Le 12 décembre, petite manifestation syndicale devant le Congrès et une autre d'enseignants Plaza de Mayo. A l'initiative de leur organisation professionnelle, les petits commerçants et les patrons de PME réalisent un *apagón* (arrêt brusque de la consommation électrique) de 15 minutes dans tout le pays et des concerts de casseroles.

Le 13 décembre, malgré leur peu d'enthousiasme, les syndicats appellent à une journée de grève qui sera massivement suivie.

Le 14, une vague de pillages commence, notamment dans l'intérieur du pays, autour de Rosario et Mendoza, tandis que les *piqueteros* renforcent leurs coupures de routes, bloquant complètement le trafic des camions dans les zones qu'ils contrôlent (banlieue de Buenos Aires, La Plata, Jujuy...). Il y a des manifestations de petits commerçants, et de longues queues se forment devant les banques : parfois, il y a de l'énerverment

et du verre cassé. A La Plata, une centaine de fonctionnaires et d'instituteurs prennent d'assaut la succursale du Banco Provincia pour exiger leur salaire. Les pillages se multiplient. Ils se poursuivent là où ils ont commencé et touchent de nouvelles villes, plus petites (Concordia, Concepción del Uruguay, Las Heras...) et les interventions policières ne semblent plus pouvoir les empêcher.

Le 17, les cheminots cessent le travail, ainsi que des milliers de camionneurs dans le nord du pays tandis que des manifestations de commerçants sont organisées, y compris dans les quartiers bourgeois. Les pillages s'étendent dans plusieurs provinces de l'intérieur, ainsi que les actes de protestation, les arrêts de travail et les barrages. L'État apparaît comme complètement sur la défensive et le pays devient un peu plus ingouvernable chaque jour.

Les journées du 19 et 20 décembre

Le 19 décembre, dès le matin, alors que les pillages s'étendent dans l'intérieur du pays, dans la banlieue de la capitale, des milliers de personnes prennent d'assaut des supermarchés, le plus souvent des superettes de quartier et des camions de livraison, parfois des entrepôts. Cela se fait simultanément dans une quinzaine de localités de banlieue et de manière différente selon qui en est à l'origine. Dans certains endroits, les pillages se produisent à la suite de rassemblements, devenus fréquents les derniers mois, devant les supermarchés afin d'obtenir des paniers alimentaires et que les gérants refusent de donner ; dans d'autres cas, ces opérations sont menées de manière beaucoup plus directe, en forçant les portes et les volets des magasins fermés. Parfois, c'est plus trouble : des armes ont été mystérieusement distribuées à des gosses de 13-14 ans et il y a du pur vandalisme, vraisemblablement à l'initiative des *patotas* (bandes de nervis) péronistes liées au groupe dirigeant de la province[3]. Toujours est-il que les pillages du 19 décembre provoquent la panique dans les beaux quartiers de la capitale et les médias, les chaînes de TV en répression, la classe politique exigent la continuité immédiate, le couvre-feu, etc.

Le 19 décembre, le président radical De la Rúa prétend arrêter la vague de pillages et de mobilisations en décrétant l'état de siège pour trente jours sur tout le territoire après avoir promis un plan d'urgence alimentaire. C'est l'inverse qui se produit. Des milliers de personnes sortent

spontanément de leurs maisons avec des casseroles et des ustensiles de cuisine, se regroupent en bas de chez eux entre voisins, puis se rassemblent au coin de la rue. Mais, cette fois-ci, ils partent en manifestations, en déambulations nocturnes à travers toute la ville. L'état de siège et la militarisation du pays deviennent des enjeux supplémentaires de la protestation. Des dizaines et des dizaines de petits cortèges se forment, s'étoffent et se rejoignent par quartier dans un vacarme de plus en plus assourdissant. Au final, ils seront plus de 100 000 devant le siège du gouvernement, pendant que plusieurs milliers se rendent devant la résidence présidentielle, à vingt kilomètres de là.

Le lendemain matin, les forces de police reprennent la place aux quelques centaines de manifestants qui s'y trouvaient encore. C'est ce noyau, composé de jeunes (chômeurs, travailleurs, étudiants) qui va commencer la bataille du 20 décembre dont l'épicentre sera – inévitablement – la Plaza de Mayo. La police est déployée et veut empêcher toute occupation de ce lieu hautement symbolique. Les Mères de la Place de Mai s'obstinent à maintenir leur manifestation hebdomadaire du jeudi (qu'elles ont commencé en 1977, sous la dictature). Cette attitude d'opiniâtreté, de défi et de courage – face aux lacrymos, aux canons à eau et aux charges policières à cheval – va galvaniser les manifestants qui ne cesseront de se battre avec la police, pratiquement à mains nues (façon de parler, des pierres, des bâtons et relativement peu de moutons). Tous les quartiers du centre de la ville sont transformés en champ de bataille, les manifestants sont mobiles et évitent de se faire encercler grâce à des dizaines de motards d'un syndicat autonome des messagers et coursiers, proche des *piqueteros* « autonomistes » et des libertaires, qui font office de service de renseignement en allant observer les mouvements de la police. Les agences bancaires, les vitrines de multinationales et les fast-foods sont couverts de graffitis et détruits. Tout est ciblé, clair.

Au bout d'une dizaine d'heures de combats, la police doit reculer et laisser la place aux manifestants : il est 3 heures du matin. Sur la Plaza del Congreso, où des manifestants ont tenté de pénétrer dans l'édifice on relève 2 morts.

Dans la soirée, le ministre de l'économie Cavallo démissionne entraînant avec lui le gouvernement et le lendemain le président.

Le bilan des deux journées est lourd et les nouvelles parviennent au compte

[2] Le «corralito financiero» («petit enclos»), qui limitait les retraits à 250 pesos par semaine, est un euphémisme : il s'agit de la confiscation des biens privés de la classe moyenne par les banques grâce au gouvernement.

[3] Les péronistes sont à ce moment-là divisés en fractions et différents «barons» se disputent le ou les pouvoirs tandis que le gouvernement de la nation est passé au mains des radicaux fin 1999 (dans une alliance avec un front de gauche, Frepaso). Pour ce qui est de la banlieue de Buenos Aires, le gouverneur de l'époque, Carlos Ruckauf, proche de Duhalde, ex-bonze syndical de la métallurgie, ancien ministre du Travail du dernier gouvernement Perón (1973-75) et responsable (présumé) en 1975 de la disparition de 14 ouvriers combattifs lors d'un licenciement collectif de 114 travailleurs de la filiale argentine de Mercedes Benz, collaborateur de la dictature (1976-1983), ministre de l'Intérieur puis vice-président de Menem, partisan avéré de la «mano dura» et chef d'une des polices – la tristement célèbre Bonaerense – les plus corrompues, violentes et mafieuses du pays (appliquant la politique d'exécution du «gatillo fácil», de la gâchette facile), sera très fortement soupçonné d'être derrière une bonne partie des pillages non spontanés et des meurtres de ces journées de décembre. Précisons encore que les frontières entre «voyous», «policiers» et «nervis» sont plus que floues dans certaines zones suburbaines et que les mêmes personnes peuvent officier dans les trois fonctions.

goutte : il s'établira à 37 décès, entre manifestants et «pilleurs» supposés, la plupart (25) dans la région de Buenos Aires. Il y a aura aussi 439 blessés et plus de 3200 arrestations. Deux autres meurtres s'ajouteront le 26 décembre lors de la répression d'une marche de *piqueteros* (l'un des deux sera froidement abattu d'une balle dans le dos alors qu'il était agenouillé au côté du premier mort).

Le 21 décembre, le président Fernando de la Rúa démissionne en s'enfuyant par hélicoptère de la Casa Rosada et Rodríguez Saá est nommé pour le remplacer... pendant dix jours car il démissionnera à son tour le 31 décembre. Il aura juste le temps de déclarer officiellement l'état d'insolvabilité du pays.

En moins de 48 heures, comme l'a dit un quotidien de gauche, on est passé «de l'état de siège à l'État assiégé». Non seulement les bâtiments gouvernementaux sont visés, mais aussi les domiciles privés de responsables

politiques. Les gens n'ont pas eu peur de l'état de siège et d'ailleurs ils semblaient s'en moquer : ils ne croyaient vraiment plus ce que les politiciens pouvaient dire ou décider. Un slogan disait «*Quels cons, quels cons, l'état de siège, ils peuvent se le mettre au cul*». L'état de siège comme farce, comme un mensonge de plus ! On ne vous croit plus, c'est fini. Avec même un petit air de défi : allez-y, montrez-nous qui a le pouvoir, que résume bien un autre slogan très populaire lors de ces journées : «*On va bien voir, on va bien voir, qui tient la baguette, si c'est le peuple uni ou le gouvernement fils de p...*».

Lors de ces journées de décembre 2001, ont conflué deux grands secteurs sociaux : les *piqueteros* et la partie paupérisée de la classe moyenne en y incluant les fonctionnaires. Le slogan «*Piquete y cacerola, la lucha es una sola*» reflètera cette unité - conjoncturelle mais intense sur le moment - qui s'est forgée dans le feu de la lutte commune contre l'état de siège et plus

généralement contre l'ensemble du système politique que résumait le plus célèbre des slogans, crié et chanté à tue tête jusqu'à épuisement et extinction de voix «*Que se vayan todos, que no quede ni uno solo !*» («Qu'ils partent tous, qu'il n'en reste plus un seul !»). Slogan exprimant le mépris et le rejet total de la classe politique, des menteurs et des voleurs, le refus d'un modèle institutionnel et donc, en creux, l'utopie d'une organisation s'affranchissant de la verticalité des partis et de la représentation politique. Les syndicats, particulièrement la CGT seront aussi brocardés par des ritournelles : «*Mais où elle-t-elle, mais où est-elle, la bureaucratie syndicale ?*» et une variante : «*Mais où est-elle, on ne la voit pas, cette fameuse CGT ?*».

Mais, pour tenter de comprendre ce soulèvement de décembre 2001, il faut replacer cela dans un contexte sans lequel rien n'est compréhensible.

II. Les origines : la décennie des années 90

Le début des années 1990 correspond à la mise en place de politiques économiques fondées sur les orientations du Consensus de Washington (Banque mondiale, FMI, Réserve fédérale du gouvernement des Etats-Unis) inspiré par le courant des économistes libéraux dits de l'école de Chicago : libéralisation économique, privatisation des entreprises d'Etat, ouverture sans restriction des pays concernés aux investissements étrangers, développement du commerce (des exportations en priorité), dérégulation et élimination des subventions.

C'est ce que l'on a appelé le modèle néo-libéral, basé sur une économie de l'offre favorisant la création de nouveaux marchés et marchandises (en libéralisant les marchés et en diminuant les coûts de production) et une politique monétariste visant à éliminer l'inflation par l'accroissement des taux d'intérêt. Il s'agit de faciliter l'intégration de chaque pays dans une économie globale, un marché mondial des capitaux et des marchandises. Cela suppose dans chaque pays des réformes structurelles (convertibilité des monnaies, privatisations, baisse du prix de la force de travail et de toutes les rigidités...) dont l'aiguillon sera la pression du remboursement du service de la dette externe devenue déjà imposante au cours des années 80.

En Argentine, c'est à partir du 1991

que le gouvernement de Carlos Menem va s'atteler à une tâche qui, à part juguler l'inflation qui avait atteint des niveaux stratosphériques, conduira exactement à l'inverse de l'objectif proclamé.

Privatisations : «la plus grande entreprise du pays (la compagnie pétrolière YPF) ; la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique ; le transport et la distribution de gaz naturel ; une bonne partie de l'infrastructure routière (routes nationales et réseaux d'accès aux grandes villes) ; le dragage et le balisage de la voie fluviale entre Santa Fe et l'océan Atlantique ; le service postal ; le système national des aéroports ; le transport ferroviaire des passagers et des marchandises ; le service de téléphonie ; les terminaux portuaires ; le système de distribution d'eau et d'assainissement (dans le territoire métropolitain de Buenos Aires - le plus grand système intégré au niveau international - et dans plusieurs provinces) ; les entreprises sidérurgiques et pétrochimiques, etc.»[4]

Non seulement les entreprises privatisées licencient en masse les travailleurs (les cheminots passent de 100 000 en 1990 à 15 000 en 1995), mais elles sont vendues des bouchées de pains à des groupes privés, le plus souvent des multinationales ou simplement «étrangères»[5], quelque fois

argentines (comme le groupe Macri pour la poste[6] ou la bureaucratie du syndicalisme pour des segments de l'industrie pétrolière, de la distribution électrique ou des chemins de fer), tandis que des terres agricoles sont récupérées par des banques hypothécaires (Banco Nación, Banco de Provincias, Banco Hipotecario).

Globalement, les privatisations feront fondre les effectifs de ces entreprises d'un demi million de salariés en 1989 à 75 000 en 1995, sans que les syndicats ne manifestent la moindre opposition.

L'ouverture douanière ainsi que de faibles coûts salariaux ont favorisé une économie de l'exportation en direction des pays du Nord, autour de deux grandes familles d'activité : une agriculture industrielle dont le soja sera vite l'emblème et le développement de l'«extractivisme» (gaz, pétrole, mines) qui s'imposera aussi dans presque tout le sous-continent. Mais pour l'heure, ces objectifs seront vite contredits par la récession économique et le niveau élevé du cours du peso. En matière de convertibilité, il a été décidé en 1991 d'instaurer une parité de 1 peso = 1 dollar, afin d'en finir avec l'hyperinflation des années précédentes.

Les réformes du travail s'échelonnent de 1991 à 1995, en introduisant plus de flexibilité et une baisse des coûts sala-

[4] Azpiazu et Schorr, «Le traumatisme des privatisations», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 81, janvier-mars 2006, p.51-57.

[5] Notamment les françaises Vivendi, France Télécom ou EDF, et les espagnoles Iberia, Endesa, Repsol, Telefónica, Banco Santander et BBVA.

[6] Qui perdra la concession en 2003.

riaux : fin de l'indexation des salaires sur l'inflation, décentralisation de la négociation collective, limitations au droit de grève, réduction de la participation des employeurs au financement de la sécurité sociale et introduction d'une assurance privée obligatoire. En 1995, les licenciements collectifs sont facilités et les contrats temporaires commencent à exploser en même temps que la massification du chômage. Les privatisations se sont accompagnées du démantèlement des entreprises et la systématisation de la sous-traitance, parfois contrôlée et concédée à la bureaucratie syndicale. Le début des années 1990, c'est aussi une classe dominante qui semble imposer une hégémonie culturelle et idéologique autour du consumérisme, de l'argent facile, de la réussite et de l'individualisme pour tous : c'est l'époque de l'explosion des centres commerciaux clinquants, de la construction d'immeubles de luxe, de projets de villes nouvelles pour riches (Nordelta), du culte de la réussite par l'étalement insolent des grandes fortunes récemment et rapidement acquises et de ces « nouveaux riches » barricadés dans leur *countries* et leur quartiers privés et fermés[7]. La partie la plus élevée de la classe moyenne s'enrichit effectivement par l'arrivée massive de capitaux externes s'investissant dans le bâtiment, l'immobilier, le commerce des produits « haut de gamme », la téléphonie, etc. Cette prospérité en trompe l'œil, qui commencera à décliner dès 1994 pour prendre fin en 1995, conduira à une croissance prononcée de l'endettement privé, jusque dans les catégories modestes, pour satisfaire des objectifs et des rêves de consommation, tandis que les plus riches placeront leurs avoirs à l'étranger en bénéficiant de la parité du peso avec un dollar au plus haut. Mais le gouvernement argentin ne parvient pas à diminuer la dette. Il décide de diminuer ses dépenses en matière d'éducation, de santé, d'aide sociale et à la fin de la décennie, les versements des salaires des fonctionnaires et autres employés de l'Etat sont systématiquement retardés, puis diminués, puis suspendus et finalement réglés en monnaie de singe.[8] Les multinationales étrangères qui ont pu acquérir à très bas prix les entreprises d'Etat grâce aux privatisations commencent à augmenter les prix de l'électricité ou du téléphone à des niveaux que les catégories populaires ne peuvent plus payer, tandis que la partie inférieure des classes moyennes commencent elles aussi à perdre du pouvoir d'achat et à connaître un chô-

mage structurel. Dans les campagnes, c'est aussi la misère qui s'étend, le secteur traditionnellement exportateur censé permettre à l'Argentine d'intégrer le marché mondial, est sinistré à cause du cours du peso.

Un nouveau protagonisme social

Chômage de masse, montée de la misère la plus noire, mouvement ouvrier défait sans même avoir vraiment résisté, du moins dans ses derniers bastions (l'important secteur d'Etat ainsi que la métallurgie, la sidérurgie, les mines, les transports...) sont parmi les principaux éléments qui permettent de comprendre les nouvelles formes de protagonisme social à partir de 1997.

On fait généralement remonter les débuts de ces nouveaux mouvements à 1996-97. C'est exact mais des signes avant coureurs étaient apparus quelques années plus tôt. « En 1991, au début de l'ère Menem, [...] la Place de Mai fut envahie par une multitude « inclassable » de gens protestant contre la restructuration ou la fermeture des entreprises SOMISA et HIPASAM [sidérurgie et mine], décision qui non seulement causa des centaines de licenciements, mais provoqua (quelques mois plus tard) l'apparition des premières « villes fantômes » du pays : pour la première fois depuis des dizaines d'années un groupe de sans-emploi réalisait une manifestation publique de protestation hors de l'encadrement traditionnel des partis politiques et des syndicats. Quelques mois plus tard, en septembre 1991, la ville de Sierra Grande - siège de l'HIPASAM - fut le lieu d'une des premières *puebladas* du pays. À cette occasion, tous les élèves du secondaire de la ville organisèrent une *sentada* [sit-in] à l'école technique locale, pendant que les femmes des mineurs, qui manifestèrent dans la ville de Buenos Aires, organisaient le blocage de la route nationale n°3[9], qui fut à l'origine des premiers *piquetes* de la décennie. » [10]

Parmi les *puebladas*, on peut citer le soulèvement de Santiago del Estero (centre-nord du pays) de décembre 1993 où des fonctionnaires, en lutte depuis des mois, ont pris d'assaut et brûlé les bâtiments officiels (dont le palais de justice et le siège du gouverneur) et même les maisons des responsables politiques et syndicaux. Puis, à Salta en 1994... Partout, les coupures de routes deviennent le mode d'action le plus systématiquement utilisé, par des ouvriers, des fonctionnaires et les chômeurs (ex-travailleurs), notamment dans les provinces de l'intérieur

du pays (Salta, Jujuy, Catamarca, Chaco, Tucumán...), surtout après la privatisation et la vente à l'espagnole Repsol en 1992 de l'entreprise pétrolière YPF, qui de 1991 à 1997 verra fondre ses effectifs de 51000 salariés à 5600.

Les privatisations et les licenciements sont bien à l'origine du mouvement des chômeurs. Mais, il n'est pas indifférent qu'ils soient nés dans les régions semi-rurales des zones de la périphérie argentine, là où la catégorie des ex-travailleurs est devenue hégémonique dans la population.

Dès 1995 apparaissent dans certaines régions les premiers bons d'achat versés aux fonctionnaires provinciaux en remplacement de leurs salaires.

Tandis que des conflits durs surgissent un peu partout, les trois confédérations syndicales [11] prennent un peu plus leurs distances avec ces mouvements sociaux.

A Cutral-Có et Plaza Huincul (Neuquén, nord-ouest de la Patagonie), puis à Tartagal et Mosconi (Salta), les coupures de routes commencent à prendre une forme organisée et massive. A Cutral-Có, près de 20 000 personnes y participent pendant près d'une semaine. Du 20 au 26 juin 1996, la route nationale et toutes les voies d'accès secondaires sont fermées par une vingtaine de barrages. Les manifestants « repoussèrent les attaques de la gendarmerie et obligèrent le gouverneur de la province à « descendre » jusqu'aux barricades pour négocier. Les revendications principales des chômeurs furent satisfaites : le rétablissement de l'électricité et du gaz pour ceux qui en avaient été privés parce qu'ils ne pouvaient pas payer, et le versement de centaines d'allocations. L'événement eu un impact national. Il représentait de fait l'irruption des chômeurs sur la scène publique, et contribua à relever l'estime de soi des millions d'Argentins sans emploi. » [12]

« Le piquete ferme la route, mais il ouvre la voie »

Le *piquete* devient une méthode de lutte et un mode d'organisation et de socialisation. Autour du *mate cocido* (infusion) et des « marmites populaires », c'est là que les discussions ont lieu et que se prennent les décisions en assemblée. Et un *corte de ruta* qui dure plusieurs jours, c'est toute une infrastructure auto-organisée qui se met en place (rotations, tentes, cuisines, approvisionnement...) avec la participation d'une bonne partie de la population solidaire. Plus au nord, dans les deux provinces voisines de Salta et

[7] Selon une étude sur les modifications de l'urbanisme dans le grand Buenos Aires, en l'an 2000, l'agglomération comptait 350 *barrios cerrados*, totalisant 300 hectares et 100 000 personnes, M. Lacarrieu, G. Thuillier, 2004, « Une utopie de l'ordre et de la fermeture : quartiers privés » et *countries* à Buenos Aires », *L'espace géographique*, 2004-2. Voir aussi « Les quartiers enclos à Buenos Aires : la ville privatisée ? », G. Thuillier, *Géocarrefour* n°81/2.

[8] Au départ, ce sont des pseudos reconnaissances de dettes qui deviendront en fait des monnaies locales non convertibles (il y en aura pas loin de 200 dans tout le pays) aux noms les plus exotiques (Lecop, Patacón, Federal, Cecacor, Quebracho...), c'est-à-dire en bons d'achats à usage restreint et local.

[9] Une de routes principales du pays qui relie la Capitale Fédérale (et la province de Buenos Aires) avec la Patagonie.

[10] Graciela Hopstein, « Piqueteros : Dilemas e potencialidades de um movimento que emergiu apesar do estado e à margem do mercado ».

[11] A cette époque, la CGT (péroniste) est coupée en deux, la troisième centrale est la CTA (née en 1992), également d'origine péroniste avec des composantes sociales-chrétiennes, influencées par le Parti des Travailleurs brésilien, qui se veut alternative et plus combative, ne regroupe que des fonctionnaires et des enseignants.

[12] Raúl Zibechi, « Dix ans de mouvement *piquetero* : le changement social en marche », 9 septembre 2005.

Jujuy, les protestations combinent des marches (230 kilomètres de la frontière bolivienne jusqu'à San Salvador de Jujuy) et coupures de routes qui se multiplient dans toute la région, depuis la ville de Salta jusqu'aux localités de Tartagal et General Mosconi et dans tout le nord de la province.

En 1997, à Cutral-Có, comme le gouvernement ne respectait pas les accords, la mobilisation reprit mais cette fois avec plus de force encore. « Une grève paralysa la province de Neuquén, les ponts furent occupés ainsi que l'aéroport, et les accès à YPF furent barrés. La gendarmerie mit trois jours à dégager les routes, et ce à un prix très élevé : elle affronta très violemment quelques 15.000 personnes (Cutral-Có compte 33.000 habitants) et provoqua la mort de la chômeuse Teresa Rodríguez, qui allait bientôt devenir un symbole national. La répression ne fut pas efficace : elle provoqua la réaction massive de la population qui finit par expulser les gendarmes et se retrouva maîtresse de la ville. » [13]

L'année 1997 est celle où le *piquete* commence véritablement à se répandre dans tout le pays. Des coupeurs de canne à sucre de Tucumán aux travailleurs du pétrole de Comodoro Rivadavia, des chômeurs de Salta aux employés municipaux de Rosario en passant par les mineurs de Rio Negro, les chômeurs sont certes déjà en passe de devenir les plus nombreux à utiliser cette forme de lutte, mais il ne sont pas seuls. Les premiers *cortes de ruta* du Grand Buenos Aires seront organisés cette année-là.

Le terme de *piqueteros* associera une forme de lutte et une situation sociale (la desocupación), donnant lieu à de nouvelles organisations permanentes, avec leurs revendications et leurs réflexions propres, et une véritable identité sociale et politique née d'une nouvelle culture de la lutte et de la solidarité. Comme le dit le célèbre slogan de l'époque, le *piquete* ferme la route, mais il ouvre la voie. Ce n'était pas qu'un slogan, mais une idée-force qui a ouvert beaucoup de perspectives et de discussions à l'intérieur de ces mouvements, sur les barrages, à côté des pneus incendiés, dans et en marge des assemblées [14]. Le *piquete* bloque les marchandises et crée des formes de communauté en même temps qu'il permet d'arracher des subsides grâce auxquels le mouvement se consolide. Il ouvre une brèche et un espace de mobilisation de chômeurs mais aussi multisectoriel dans un processus de très forte reterritorialisation de la lutte sociale. Comme instrument de lutte, il permet de conquérir une dignité qui

ne sera pleinement obtenue que par un changement social... et derrière le *piquete*, il y a le « mouvement » qui deviendra à la fois une organisation de combat, un moyen de récupérer sa dignité par la lutte et une nouvelle manière de vivre en dehors du rapport capitaliste, en expérimentant de nouvelles relations sociales faites de solidarité, d'entraide, de « compagnérisme » qui brisent la normalité des rôles sociaux et l'isolement, le repli sur soi qu'imposent le chômage et l'individualisme triomphant.

Ces luttes territoriales ont pris de l'importance à mesure que les emplois dans l'usine traditionnelle sont allés en diminuant, dès les années 1980, en particulier dans l'ancienne ceinture industrielle de Buenos Aires : naissance d'organisations sociales de quartier autour de cantines populaires, de crèches et réfectoires infantiles, de potagers communautaires... , mouvements d'occupations de terrains abandonnés dans les zones suburbaines (et même dans Buenos Aires) avec la création des « villas miserias », bidonvilles « autoconstruits » supposant un minimum d'organisation interne entre les résidents.

Souvent, à l'origine dans ces expériences qui se situent à la jonction de la survie, du travail social et de la lutte collective - expériences que l'on rencontre dans les zones urbaines de pratiquement toute l'Amérique latine et même parfois plus au nord -, on trouve quelques prêtres et des personnes influencées par la théologie de la libération, des petites ONG indépendantes, des travailleurs sociaux, des étudiants en sciences sociales, des bénévoles...

La montée incessante de la révolte sociale

Les dernières années de la décennie verront la montée en puissance de ces mouvements de lutte et de leurs processus d'organisation. Les « travailleurs au chômage » se battent pour des subsides et des aides alimentaires et les fonctionnaires pour toucher leurs salaires, refuser qu'ils baissent et conserver leurs postes. Les affrontements prennent souvent un caractère violent. En 1999 dans la ville de Corrientes (nord-est du pays), fonctionnaires et enseignants ont mené toute l'année des manifestations, des grèves, des piquets, l'occupation de la place centrale, dans un mouvement social se définissant comme « autoconvoqué » et de forme assembléeiste qui demandait à la base le versement des salaires. Ce mouvement de révolte se conclura (provisoi-

rement) en décembre par l'assassinat par les gendarmes de 2 manifestants (et 28 blessés par balles) lors de l'assaut contre le blocage d'un grand pont stratégique qui relie cette province à celle du Chaco. Ailleurs, d'autres manifestant-e-s tombent sous les balles des différents corps de la police, notamment dans la province de Salta, dans un climat de criminalisation de la protestation sociale légitimé par une construction associant la protestation sociale aux « militants violents infiltrés », mais aussi à la délinquance et au caractère asocial des secteurs en conflit avec l'Etat. Ce n'est pas nouveau, les « classes dangereuses » pour le capital sont toujours présentées comme une masse menaçante et dangereuse pour la tranquillité et la sécurité publique. Les sinistres fantômes de la « Sécurité nationale » et de la lutte contre les « subversifs » ne sont pas loin. En 2001, on compte plus de 2800 procédures judiciaires en cours contre des chômeurs majoritairement et plusieurs centaines d'entre eux croupissent en prison.

Dans cette période qui va de 1997 à 2001, les blocages de routes et les actions directes de toute sorte se multiplient dans l'intérieur du pays et finissent pas toucher les districts de l'ancienne ceinture industrielle de Buenos Aires. Ce sont des chômeurs, des fonctionnaires provinciaux ou d'Etat, des enseignants, parfois des travailleurs du privé qui ne reçoivent plus leurs salaires ou sont licenciés. Des grèves générales sectorielles locales, parfois régionales, se multiplient et les routes peuvent rester coupées une semaine, dix jours... obligeant parfois les autorités à délivrer des aides d'urgence, notamment alimentaires et à retirer (provisoirement) ses forces de gendarmerie.

Dans certaines régions et localités, ces mouvements successifs finissent pas créer des espaces-temps d'autonomie collective, territoriale, où se créent de nouvelles relations sociales, plus solidaires et communautaires, et où se mettent en place des germes d'une « économie de résistance » et de quasi administration parallèle (cas notable de l'UTD de Mosconi). Les centres industriels encore existants dans certaines grandes villes sont assez peu touchés par ces mouvements (sauf cas précis de lutte contre les licenciements) qui se déroulent surtout dans des villes moyennes (Cruz del Eje) et des localités industrielles implantées dans des zones rurales (provinces de Neuquén, Salta, Jujuy...) ou encore dans des aires périphériques de métropoles pas totalement urbanisées (banlieue de Buenos Aires et d'autres

[13] Raúl Zibechi, « Dix ans... »

[14] Discussions sur leur propre réalité sociale, sur le travail, le chômage... Les chômeurs ont toujours réclamé du travail et insisté pour s'appeler Travailleurs Désoccupés (« au chômage ») et les sigles des mouvements comportent presque tous les deux lettres « TD ». Le mot d'ordre unitaire sera : Travail, Dignité, Changement social. Les différenciations entre les diverses composantes se feront sur plusieurs points et notamment sur la notion de travail. Schématiquement, pour l'aile syndicaliste, il s'agit d'obtenir un « vrai travail » (« trabajo genuino »), c'est-à-dire un emploi formel, avec salaire, quel qu'il soit, tandis que pour le courant dit autonomiste, ils revendiqueront un « travail digne » : ne plus travailler pour un patron, refuser les critères de rentabilité, faire des choses utiles, propres à satisfaire des besoins de la communauté et dont on peut retirer de la fierté/dignité, créer de nouvelles relations sociales égalitaires et qualitativement plus riches.

grandes villes). En se territorialisant et en épousant la cartographie sociale et géographique des privatisations, ce nouvel antagonisme social s'est aussi en partie dénationalisé, décentralisé et relocalisé au niveau municipal ou provincial en s'adressant aux instances locales du pouvoir politique et administratif en leur qualité de pourvoyeurs de ressources, de revenus et de moyens de subsistance.

Si les revendications tournent autour des emplois, des salaires et des subsides, donc dans des demandes adressées « verticalement » à des instances de pouvoir situés « en haut », ces luttes s'inscrivent dans la durée et pourrait-on dire, dans l'horizontalité de leur dimension territoriale, qui voient confluer et fusionner diverses catégories sociales autour d'une figure devenue hégémonique dans ces zones : le sans emploi, qu'il soit ex-travailleur formel, généralement masculin de 40-50 ans, ou d'une nouvelle génération, beaucoup plus mixte, celle d'une force de travail disponible et déjà totalement immergée dans l'informalité et la débrouille. On verra de plus en plus de femmes sur les barrages, dans les marches et les « campements de la résistance » dressés sur les places centrales et devant les sièges des gouverneurs : elle représenteront bientôt les 2/3 des membres de ces mouvements.

Dans les régions proches de la Cordillère des Andes ou de la frontière avec la Bolivie, les communautés indigènes en lutte pour récupérer leurs terres et territoires vont confluer avec les mouvements de chômeurs. Tout le sous-sol social, les marginalisés de toujours, les invisibles du capitalisme

et les exclus de sa nouvelle orientation, tous placés dans la périphérie territoriale (du pays comme des villes) sortent à la lumière, et de quelle manière. Ce qui n'aura pour effet que briser la représentation traditionnelle, *criolla* et européocentriste, qui veut absolument placer l'Argentine comme appartenant au Premier Monde. Dès la seconde moitié de la décennie des années 1990, c'est clair, l'Argentine est bien en Amérique du sud.

Aux élections de 1999, les péronistes, divisés et discrédités, perdent le pouvoir. Les électeurs veulent se débarrasser de Menem, celui par qui, pensent-ils, une bonne partie de leur malheur est arrivé. Menem chute donc au profit d'une « Alianza » électorale anti-corruption assez baroque, regroupant un front de petits partis progressistes et socialistes (Frepaso), comprenant des personnalités issues du péronisme de gauche et d'inspiration sociale-chrétienne, de certains secteurs du syndicalisme « alternatif » de la CTA, et les radicaux de l'UCR, parti opportuniste et caméléon, pouvant zigzaguer du soutien à la dictature au centre-gauche (il adhère à l'Internationale socialiste en 1996), historiquement l'expression de la bourgeoisie, des classes moyennes anti-péronistes (et anti-ouvrières), des conservateurs et qui se veut maintenant « centriste » et antilibéral...

Obéissant aux recommandations du FMI, ce nouveau gouvernement fait appel à des ONG, à des fondations étatsuniennes, à des programmes d'aide alimentaire, pour palier la fin des politiques sociales redistributives ou d'assistance directe. Qu'à cela ne tienne, les *piqueteros* créeront leur

ONG pour recevoir des aides. Mais cela ne suffit pas. Le gouvernement décide alors de distribuer des subsides de 150 pesos, contre de menus travaux [15] aux chômeurs afin d'acheter la paix sociale et de les contrôler à travers un système clientéliste pouvant quadriller le territoire. Les versements des *planes trabajar* transitent par le relais locaux du pouvoir politique (élus du même bord, représentants de l'administration fédérale et *punteros* [16]) qui décident de leurs destinataires en fonction du capital politique qu'ils pensent pouvoir faire fructifier par cet investissement. C'est là une longue tradition des partis politiques en Argentine, en particulier le parti péroniste, de distribuer des aides, des « cadeaux » et même de l'argent pour remplir les stades lors des campagnes électorales et acheter les votes. Mais cette fois, ce seront les chômeurs qui utiliseront ce mécanisme à leur profit. Au lieu de contenir les protestations, le versement des aides au coup par coup et de manière discrétionnaire, va au contraire alimenter une révolte qui s'étendra rapidement. En 1999, un journal comptabilise 191 barrages de routes à l'échelle du pays ; l'année suivante, ils seront 766 et atteindront 1383 en 2001 [17].

A mesure de la dégradation économique, de la paupérisation, les politiciens perdent tout crédit. Aux élections d'octobre 2001, 42% des électeurs choisissent le « voto bronca » (blanc ou nul), auquel s'ajoutent 20% d'abstentions (alors que le vote est obligatoire). Deux mois plus tard, c'est le soulèvement des 19 et 20 décembre.

[15] Les salaires réels ont fortement diminué par rapport à la décennie précédente, de l'ordre de 50%. Il n'y a plus *de facto* de salaire minimum de référence. Les 150 pesos étaient censés représenter la moitié du salaire minimum. Le salaire « moyen » était d'environ 600 pesos et on survivait tout juste avec. La peso (= 1 dollar) correspondait à environ 6 francs de l'époque.

[16] Le *puntero* est un chef politique de zone, qui sert d'intermédiaire entre la population et les responsables de son parti, souvent péroniste, élu municipal ou provincial. C'est par lui que passe une bonne partie du système clientéliste.

[17] D'après le quotidien *Clarín*, « Piqueteros : los cortes de ruta y el clima de violencia », 2 septembre 2002. Ils atteindront leur maximum historique en 2002 avec 2.336 barrages routiers.

III. Quelques éléments pour un bilan toujours à faire

Avant d'évoquer les suites de ces journées de décembre 2001, arrêtons-nous pour fixer quelques éléments parmi ceux qui permettaient d'établir un premier bilan.

Le soulèvement de décembre 2001 peut se résumer à deux principales dynamiques distinctes, qui se sont cumulées et rejointes, sans jamais se confondre. La mobilisation des secteurs sociaux les plus pauvres qui se sont révoltés depuis les saccages de supermarchés jusqu'au coupures de routes et la révolte de la classe moyenne inférieure et paupérisée dont le déclencheur aura été le *corralito*, les restrictions aux retraits d'argent des comptes bancaires, aggravées par la fin de la convertibilité du peso avec le

dollar et donc de la baisse considérable de sa valeur. A ces deux secteurs, il convient d'ajouter les fonctionnaires provinciaux et les enseignants qui se battaient depuis des années pour percevoir leurs salaires.

La bourgeoisie et la partie élevée de la classe moyenne avaient depuis plusieurs mois transféré leurs avoirs, convertis en dollars, dans des établissements bancaires situés à l'étranger (notamment en Uruguay) tandis que le reste de la population et de la société qui détenait de la petite épargne et des liquidités s'est retrouvée piégée par le *corralito*, puis la dévaluation du peso, de 70% dans un premier temps, et rapidement par une division par trois de sa valeur.

Si les chômeurs ne sont pas plus affectés que ça par ce *corralito* car, disent-ils, nous n'avons pas d'argent dans les banques, par contre le brusque assèchement de la circulation monétaire courante va impacter directement l'économie informelle ; ce sera là l'une des explications plausibles de la vague de saccages qui dans l'ensemble a pris une forme spontanée, en dehors des mouvements de chômeurs, même les plus « radicaux » ou combattifs.

Les assemblées

De ces intenses journées de décembre, naîtront rapidement les assemblées de quartier, en particulier à Buenos Aires, mais aussi notablement à La Plata,

Mar del Plata, Rosario et Córdoba. Dès le mois de janvier, plusieurs dizaines d'assemblées se tiennent sur les places, dans les jardins publics ou des terrains vagues, regroupant chacune plusieurs centaines de personnes.

Il s'agit pour les habitants qui se regroupent de conserver et prolonger l'appropriation des espaces publics initiée les 19 et 20 décembre et en même temps de tenter d'opérer la transformation d'un mouvement de contestation en un processus de construction.

Mouvement très hétérogène, non seulement dans sa composition sociale mais aussi dans les contenus et les attentes exprimés.

Si tout le monde coïncide pour exiger le départ des membres corrompus de la Cour suprême de justice, la fin du *corralito* et la restitution des biens usurpés par les banques, les propositions sont les plus diverses : certaines interventions réclament une meilleure représentation politique et un meilleur fonctionnement des services publics grâce à une forme de participation autogestionnaire à la vie de la cité et au contrôle des élus, tandis que des assemblées se conçoivent comme un embryon d'un pouvoir politique indépendant de l'État et un acteur collectif et direct de la transformation sociale, sans compter les divers partis de gauche (trotskistes notamment), qui selon une longue tradition, insistent pour faire voter des revendications « transitoires » comme une assemblée constituante. Ils se croient en 1917 et Duhalde est sans doute le nouveau Kerensky !

Dans les faits, les dynamiques de transformation se traduiront par des initiatives d'occupation de bâtiments abandonnés, la création d'activités à caractère social, culturel, éducatif, jusqu'à un dispensaire alternatif, et des liens directs avec les *piqueteros* et des actions de solidarité avec les occupations et remises en production des « entreprises récupérées » quand elles se déroulent dans le quartier ou à proximité.

Ce mouvement des assemblées de quartier - tout à fait nouveau dans ce pays - répondait fondamentalement à deux exigences.

L'une de nature politique qui déborde et questionne les canaux habituels de la représentation politique, et l'autre, visant à créer des relations sociales nouvelles, solidaires, d'entraide, de manière horizontale et directe entre personnes, entre égaux, où les particularités professionnelles et les individualités narcissiques s'estompent à travers des réalisations communes et jugées utiles à une « communauté » en

train de naître et de prendre forme : l'assemblée, le quartier.

Ce mouvement des assemblées refluera assez rapidement, par rapport à ses formes primitives du moins, pour plusieurs raisons.

Une des principales a été le rôle néfaste du tout petit mais très actif milieu militant des partis de gauche qui n'ont eu de cesse de prendre en otage ce mouvement des assemblées en se livrant entre eux à leur bataille pour sa « direction », en appelant à un « savoir faire » militant et démobilisateur, en ayant recours à des rhétoriques abstraites, à un flux ininterrompu de discours interminables et proprement externes à la situation, et à des modes opératoires (faire voter des motions à tout bout de champ) parasitaires, qui découragent et affaiblissent les dynamiques collectives.

Quand 6 ou 7 groupes politiques - représentés par des individus bien sûr - monopolisent les prises de parole et présentent chacun « sa » motion contre la guerre en Irak ou le plan Colombie ou encore pour la renationalisation de telle ou telle entreprise privatisée, cela ne relève plus d'un programmatisme obsessionnel mais de volontés délibérées d'empêcher l'autonomie de ces mouvements, notamment celle qui consisterait à ce qu'ils commencent à construire eux-mêmes leur propre discours... C'est reconduire des formes de subordination par lesquelles la politique des partis et de la représentation s'autojustifie en monopolisant l'expression d'une parole séparée et singulièrement « hors sol » mais qui prétend synthétiser et globaliser les sujets par-dessus la tête des participants en leur demandant d'y souscrire par un vote d'approbation, interprété comme un vote de soutien.

C'est vouloir appliquer à une dynamique profondément horizontale, la technique classique des luttes de tendances pour le pouvoir dans les organisations dites de masse, comme le syndicalisme, dont ces partis détiennent depuis longtemps la marque de fabrique.

Malgré les rejets de telles pratiques (des militants seront chassés de certaines assemblées), et l'instauration d'une limitation des temps de parole, notamment dans ce que les groupes politiques pensaient être le lieu de la centralisation du mouvement, à savoir l'Assemblée Inter-quartiers, les effets d'épuisement vont se faire sentir au bout de quelques mois : l'« Asamblea Interbarrial » se disloque, des assemblées locales s'en éloignent, certaines disparaissent et celles qui continueront de se réunir seront celles qui passeront à la pratique et s'impliqueront dans

des expériences concrètes (club de troc ou d'achats collectif, occupations d'espaces pour des projets divers : radios de quartier, ateliers d'éducation populaire, expérimentations d'art politique, ateliers vidéo/cinéma, médias indépendants, actions d'entraide envers les sans-abri et les *cartoneros*, soutien précieux aux occupations / récupérations d'entreprises, etc.).

Les tentatives d'organisation du « mouvement des assemblées » ont été réelles (groupes de travail, commissions de relations, coordinations thématiques, assemblées de zones regroupant des délégués rotatifs de diverses assemblées de quartier...) mais les contradictions, notamment le parasitage opéré par les groupes de gauche, et surtout la faiblesse numérique de ce mouvement ont eu raison de sa dynamique. Une étude de l'époque comptabilise, au mois de février 2002, 112 assemblées dans la capitale, 105 dans la province de Buenos Aires et un total de 272 dans tout le pays. En août, les chiffres sont respectivement de 122, 136 et 329[18]. Chacune des assemblées rassemblant entre 200 et 400 personnes, au moment de leur apogée, ce mouvement a donc rassemblé au plus 40 000 participants dans la capitale, autant dans la province de Buenos Aires et guère plus de 120 000 pour l'ensemble du pays.

Les travailleurs

« Les travailleurs argentins ont connu depuis des décennies une subordination cruelle au commandement du capital par des mécanismes répressifs brutaux, en commençant d'abord par les dictatures militaires et les disparitions, puis par des mécanismes du marché tels que les pics de l'hyperinflation de 1989 et l'hyperchômage actuel. A cela, nous pouvons ajouter la conversion de l'appareil productif et administratif national qui a accentué la destruction des conquêtes ouvrières, mais aussi une culture de la lutte et de la solidarité qui a atteint son apogée historique dans les années 70. Actuellement, la précarisation des relations de travail et les taux de chômage très élevés se combinent pour discipliner les travailleurs occupés, imposant une tendance à la baisse des salaires et à la destruction de tout pouvoir social institué du travail. » [19] Avec comme résultat cet apparent paradoxe que c'est parmi les secteurs de la population qui ont encore un emploi formel que la menace d'exclusion est la plus efficace dans ses effets disciplinant. Une classe ouvrière d'autant plus mise au pas qu'elle est encadrée par un syndicalisme péroniste, auquel

[18] Eduardo Ovalles, Centro de Estudios Nueva Mayoría.

[19] « Más allá de los piquetes - Resistencia, creación, contrapoder en la fábrica social argentina », Colectivo Situaciones, février 2004.

elle adhère en partie (40% de syndiqués), qui, de tradition, soutient les gouvernements et y participe directement dès lors qu'ils sont aux mains des péronistes. La CGT s'est toujours définie comme patriotique et verticalement comme la colonne vertébrale de la nation et de l'Etat et intégrée à celui-ci. L'exécutif présidé par Menem et sa politique de privatisations, a pu ainsi compter pendant 10 ans (1989-1999) avec la passivité complice du mouvement syndical, auquel il a offert, en contrepartie de la perte de sa puissance de représentation consécutive de la réduction de la base productive, un pouvoir économique en lui cédant des participations (jusqu'à 10% du capital prévu par le Programme de Participation à la Propriété de 1991) et des segments des entreprises privatisables, transformant ainsi la bureaucratie syndicale en détenteurs de capitaux et en entrepreneurs : cas de la Fédération Luz y Fuerza (électricité) qui s'est retrouvé à la tête d'entreprises de distribution électrique dans plusieurs villes ; cas de l'Union Ferroviaire qui a reçu la concession de l'exploitation d'un réseau de lignes de chemins de fer (Belgrano) et le contrôle des ex-travailleurs qu'elle a contribué à licencier et qu'elle réutilise, moins bien payés et précarisés, dans le système de la sous-traitance ; cas de la Fédération du Pétrole et du Gaz qui se retrouve en possession et dirige des entreprises de sous-traitance (et même une flotte de bateaux) après la privatisation de la société publique YPF. Dans ces situations, les bonzes syndicaux n'hésitaient pas à dire aux travailleurs, qu'en prenant leur carte du syndicat, ils devenaient les copropriétaires de leurs entreprises et que s'était là un rempart contre les privatisations.

Les travailleurs ne se sont pas mobilisés parce qu'ils n'ont pas trouvé, dans les protestations sociales de toutes sortes de cette nouvelle période, un espace qui leur correspondait et c'est pourquoi l'effet d'entraînement espéré n'a pas eu lieu. Disciplinés et affaiblis par la vague néolibérale, mais appartenant encore dans l'ancien monde de l'entreprise formelle, ils n'ont pas trouvé, ni en 2001, ni d'ailleurs en 2011, une manière de résoudre cette inadéquation. Tout se passe comme si les quelques garanties, issues des conquêtes ouvrières, qu'ils possèdent encore, et qu'ils risquent de perdre à tout moment, les retenaient en otage et les maintenaient dans une extériorité vis-à-vis de tous les nouveaux mouvements sociaux nés d'une nouvelle situation du capitalisme, et donc en phase avec elle, dans les années 1990

jusqu'à aujourd'hui. Luttés, conflits, modes de mobilisation portés par ceux et celles qui n'ont rien à perdre, qui ont tout perdu, ou qui ont tout à gagner à se battre : chômeurs, classe moyenne paupérisée, fonctionnaires non rémunérés, travailleurs «tercerisés» et informels, petits paysans sans terre, communautés amérindiennes colonisées et dépossédées, citoyens «autoconvoqués» contre les mégaprojets miniers... couches et catégories qui ont en commun de ne pas appartenir au noyau de l'usine productive formelle ou ce qu'il en reste, qui plus est dans un modèle qui ne se projette pas dans un développement de celle-ci (cas de la Corée il y a quelques décennies, cas de la Chine actuellement), qui tourne le dos aux schémas keynésiens fordistes fondés sur la croissance d'une industrie de transformation et de produits de consommation, pour un marché externe et intérieur en expansion. Une remarque qui vaut partout : le mouvement ouvrier classique, réformiste, est aujourd'hui prisonnier d'un cadre qui l'a vu naître, croître, prospérer dans une relation capital-travail institutionnalisée en le bureaucratissant et en l'éloignant toujours plus des nouveaux lieux et mécanismes de l'exploitation et de la création de valeur. Par contre, ses traditions et méthodes de lutte, d'action directe et de solidarité à la base - qui d'ailleurs sont antérieurs à la séquence keynésienne fordiste - ont été récupérées par tous les mouvements sociaux cités plus haut. C'est sans doute déjà là le plus important.

Les chômeurs

Une grande partie des mouvements de chômeurs se situaient dans le cadre de la politique formelle, du système électoral, du syndicalisme et des partis politiques, soit parce que leur leaders se présentaient directement à des élections (Luis D'Elia pour la FTV-CTA), soit parce que des organisations de chômeurs appuyaient les candidatures des partis de gauche dans le cas de mouvements directement issus de ceux-ci. Seule une forte minorité - d'ailleurs elle-même hétérogène - situait son action présente et ses perspectives de changement social en dehors de la représentation politique et du jeu électoral.

Dans l'aire « autonomiste » de la Coordination Anibal Verón, les différenciations internes qui s'étaient manifestées à la suite de l'assassinat de deux de ses membres, Darío Santillán et Maximiliano Kosteki en juin 2002 (voir plus bas), vont éclater à propos de la nouvelle situation. D'un côté, ces

mouvements sont devenus clairement l'ennemi à abattre pour l'exécutif et en même temps, les divers groupes des *piquetros* organisés ont élargi considérablement leur base à mesure que le nombre de chômeurs augmentait, qu'une partie d'entre eux entraient en mouvement et que les MTD parvenaient à « gérer » les subsides, ce qui n'a pas été sans poser de nouveaux problèmes : en accentuant le poids de cette gestion au détriment d'une capacité d'action ; en modifiant les modes d'agrégation, qui ne se font plus tant par la lutte elle-même, avec ses *piquetes*, ses dynamiques collectives et les formes de socialisations associées, que par le résultat déjà là, déjà lâché par l'Etat quand il multiplie brusquement par 10 le nombre des bénéficiaires des subsides.

Les propres chiffres des divers mouvements, en les totalisant, parlaient d'environ 100 000 membres dans tout le pays, tandis que les estimations officielles donnaient près du double de subsides canalisés par ces organisations. Même si la gestion des fonds et des *planes* a toujours été très floue, à tous les niveaux, une telle différence peut aussi s'expliquer par l'afflux rapide de nombreux chômeurs au cours de l'année 2002 sans qu'il y ait toujours une véritable intégration dans les rangs des mouvements.

Au sein de la Verón, contre ce qui se définissait jusque là comme un « espace d'articulation de mouvements », une tendance défendra et gagnera en partie là-dessus, mais au prix d'une scission, la construction d'un mouvement unique et une plus grande centralisation. La formation d'une organisation structurée est proposée sous le prétexte qu'une *efficacité* doit passer devant les dynamiques assembléistes et « mouvementistes ».

Ce faisant, l'efficacité recherchée s'est traduite par une modification des relations de pouvoir, en appelant à des compétences, en introduisant des formes de hiérarchie et de discipline (centralisme démocratique).

Sous l'argument d'une « massification » du mouvement, il s'est donc opéré une transformation qualitative majeure dans la conception de l'organisation *piquetera* : le passage d'une dynamique basiste d'auto-organisation et d'auto-composition du mouvement qui respecte un certain degré d'hétérogénéité de ses composantes, à la formation d'une organisation unifiée et plus formelle qui « accueille » et encadre et qui recrée les dichotomies entre « militant référent » (ou « porte-parole ») et simple membre, surtout si les subsides de l'Etat sont gérés et

distribués par l'organisation des militants-référents

L'autre évolution consistera à faire évoluer ces mouvements de chômeurs vers une organisation politico-sociale « multisectorielle ». Ce mouvement s'appellera le Frente Popular Darío Santillán à partir de 2004 et agglutinera des noyaux militants dans le syndicalisme, les milieux universitaires et quelques dissidences issues de la vieille extrême gauche. Un mouvement qui dit vouloir faire cohabiter les diverses sensibilités de la gauche non électoraliste, transformatrice et partie prenante des luttes sociales, qui parfois se revendique encore de l'autonomie mais surtout du « pouvoir populaire » sur une base territoriale et aux définitions assez floues.

Une certaine tradition verticaliste (léniniste ou péroniste) encore bien ancrée, la fascination exercée par les réalisations du Mouvement des travailleurs paysans Sans Terre du Brésil – qui n'est pas précisément un exemple d'horizontalité et d'autogestion –, mais aussi, d'un autre côté, les déboires des expériences se voulant des laboratoires d'une autonomie exemplaire (MTD de Solano) ont contribué à cette évolution. Plus simplement, elle s'explique par la tendance observée ailleurs de constituer des organisations stables et permanentes dès lors que les luttes refluent, que la situation sociale se stabilise relativement, ici dans un chômage et une informalité de masse, permanents et structurels, ceci dans un contexte où, en outre, la conflictualité sociale et les attentes politiques doivent s'adapter à la reprise en main du pouvoir politique par une équipe dirigeante bénéficiant d'appuis et de relais sociaux non négligeables. Ce mouvement s'est élargi depuis à de nouveaux secteurs mais a aussi connu des départs et des scissions, comme ceux et celles qui formeront la Fédération des Organisations de Base (FOB) d'inspiration et référence libertaires.

«Que se vayan todos...» et la question du pouvoir

Le célèbre slogan « *Que se vayan todos, y que no quede ni un solo* » a été un cri de révolte qui exprimait à la fois le rejet de la classe politique et ouvrait la possibilité de penser au delà du cadre institutionnel de la représentation politique.

Il y eut bien toute une série de mobilisations d'« en bas », avec des formes d'autonomisation collective, de recherche d'alternatives concrètes dans les moyens de survivre, le tissage de nouvelles relations sociales et de constructions politiques, mais il convient

de préciser que la vague contestataire qui s'est traduite dans le soulèvement de décembre 2001 est restée à la fois limitée numériquement à l'échelle du pays et en deçà d'un point de rupture où le pouvoir aurait pu être véritablement mis en dispute.

Laissons tout de suite de côté les analyses défaitistes, pour qui il ne s'est finalement pas passé grand' chose au cours de ces journées ni au cours des mois qui ont précédés et suivis le soulèvement populaire.

Mais beaucoup d'interprétations, se basant sur les mobilisations de masse qui ont annulé l'état de siège et provoqué les évictions successives de plusieurs présidents et chefs de gouvernement, et sur une situation d'extrême mobilisation sociale et de pillages, ont confondu cette crise de l'exécutif et des partis politiques, ceci dans une séquence donnée, avec une crise générale de la représentation politique proprement dite, voire une crise de l'État et de l'institutionnalité.

Pour le dire autrement, la rébellion sociale de décembre 2001 et de 2002, a eu de toute évidence un caractère *destituant*, en partie à cause du rejet des professionnels de la politique, de la corruption, du bipartisme et de la faillite totale de l'État, sans perspective de récupération économique, sans « modèle alternatif » aux politiques d'ajustements structurels, au bout de dix longues années de décomposition économique et de destruction sociale. Pour autant, il s'en est fallu de beaucoup pour qu'elle acquière une capacité *instituyente*, sauf à l'état embryonnaire, à l'état potentiel, à l'état de sa force sociale effective, c'est-à-dire d'une capacité d'entraînement d'ensembles sociaux plus vastes qui s'est révélée insuffisante et ne lui a pas permis d'aller plus loin.

Le rejet de la représentation politique s'est manifesté surtout dans les assemblées de quartier par le refus de toute forme de délégation qui ne soit pas ponctuelle, rotative et limitée à des mandats précis, c'est-à-dire le refus de création d'une sorte de « gouvernement des assemblées ». La dimension potentiellement *instituyente* des mouvements de la protestation sociale – *piqueteros*, assemblées de quartier, entreprises récupérées et « autogérées », réseaux d'entraide sociale – a été soulignée et revendiquée par l'aile la plus rupturiste de ces mouvements. Après, des illusions d'optique et le manque de recul ont pu exagérer et survaloriser l'amplitude du caractère révolutionnaire de ce soulèvement.

Cette dimension s'est nourrie d'une *réflexion nouvelle sur le pouvoir et sur la politique* et dans la redéfinition du rapport

de cette dernière avec le social, avec les luttes, les mouvements, les dimensions relationnelles. Une conception assez nouvelle et rafraîchissante qui rompt avec la vision instrumentale de l'État et de l'institutionnalité existante.

En deux mots. Le « pouvoir » n'est pas quelque chose qui se prend, n'est pas une substance, une chose, un outil désincarné et « neutre » mais une réalité sociale – faite de tout un ensemble de relations – qui doit se construire par les nouveaux sujets politiques nés de la lutte, selon des critères de démocratie directe, d'égalité, de pratiques de type autogestionnaires et des modes assemblaires et horizontaux de débats, de participation et de prises de décision, en même temps que cette « construction » de pouvoir et cette « production politique » doit accompagner et faire partie du « changement social » dans son sens le plus large (thématiquement, socialement...) et le plus profond, là où se trouvent les racines de la domination.

Le passage du « *Que se vayan todos* » à son interprétation littérale comme ouverture, comme possibilité de commencer immédiatement à organiser la société « sans eux » (politiciens, capitalistes, banquiers, profiteurs...) n'a pas été franchi, sans doute parce que cette question du pouvoir politique et social, dans toute sa complexité, n'a jamais été posée et problématisée pratiquement à une échelle large.

La dispute sur le pouvoir en est restée, d'un côté à un combat *contre* le pouvoir établi dans sa globalité, et pas seulement contre de mauvaises mesures, et de l'autre, à la construction d'embryons d'un autre pouvoir collectif, de forme assemblaïste, mais localisé dans les espaces abandonnés par le capital et la crise financière de l'État.

Tant l'occupation des entreprises en faillite avec le redémarrage sauvage de la production que les prises de possession par des assemblées de quartiers de locaux vides, de commerces en jachère, de terrains vagues, de marchés municipaux à l'abandon, en passant par les mouvements de chômeurs les plus combattifs et les plus basistes, à aucun moment il a été question de s'emparer des nœuds stratégiques de l'économie (par exemple les transports), de paralyser ce qui fonctionnait encore par des grèves avec occupation, de prendre le pouvoir dans des mairies... Si cela a pu traverser l'esprit de milliers de personnes à ce moment-là, le rapport de forces ne se situait pas à ce niveau de confrontation et de transformation ; les initiatives qui ont été prises et les actions réalisées ont simplement été celles qui se trouvaient à la portée de leurs protagonistes.

IV. L'après 2001 : récupération économique et recomposition du pouvoir politique

A partir de 2002, le pays est sous respiration artificielle. L'ONU livre des céréales et des aliments que l'épouse du nouveau président fait distribuer par le réseau des *mazaneras*[20] dans les quartiers paupérisés et sinistrés.

La période 2002-2003 va surtout être marquée par l'instabilité politique et la montée des mouvements de base : *piqueteros*, assemblées de quartier, entreprises récupérées et remises en production, mouvements qui atteindront alors leur apogée, pendant que le gouvernement tentera vainement de remettre de l'ordre dans le pays.

Les clubs de troc (au nombre de 17 en 1996, ils étaient 5000 en 2002 et concernaient 2,5 millions de personnes) et autre réseaux d'entraide, les entreprises récupérées avec remises en fonctionnement par les travailleurs, la création d'espaces contre-culturels, les assemblées de quartiers avec leurs réalisations et les divers mouvements *piqueteros* ont formé la constellation du mouvement quasi insurrectionnel appelé là-bas *argentimazo*. Les grands absents auront été les travailleurs formels, ceux des grandes entreprises qui subsistaient, déjà disciplinés par le post-fordisme, le chômage de masse et la collaboration des syndicats, et, mis à part les fonctionnaires, les enseignants et des travailleurs hospitaliers, les lieux de travail et centres de production n'ont pratiquement pas été touchés par ce mouvement, les syndicats appelant même leurs affiliés à ne pas participer aux manifestations des 19 et 20 décembre[21].

2002-2003 : l'apogée des mouvements

Les assemblées de quartier, formées plutôt par les classes moyennes paupérisées et les citoyens de la fonction publique, seront une expérience totalement imprévue et inédite : pour une partie des manifestants, ce sera le débouché et la suite logique de la crise institutionnelle des journées du 19 et 20 décembre. Au bout d'un an d'existence, certaines vont disparaître, d'autres subsisteront en investissant des lieux, des locaux, des terrains abandonnés et en y élaborant des réponses à la crise du système éducatif, de santé, en développant des activités sociales et culturelles tournées vers le quartier.

La crise économique a été la raison, et parfois le prétexte, pour que des patrons mettent la clé sous la porte.

Les entreprises «récupérées» sont toujours des PME, avec en moyenne et généralement entre 40 et 100 salariés et qui ont déjà connu des vagues de licenciements au cours des années précédentes. Ce sont donc des entreprises à faible taux de profit et tournées vers un marché interne en cours d'effondrement. La récupération des entreprises – au nombre d'environ 160 entre 2001-2002, dont 80% dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires et totalisant autour de 12 000 travailleurs – ont d'abord et surtout été des luttes collectives pour conserver un poste de travail, même au prix d'une baisse des salaires, c'est-à-dire pour ne pas devenir chômeurs et rester dans l'emploi formel, fut-il dégradé et précaire. L'« autogestion » est arrivée ensuite comme un élément assez logique dès lors qu'il n'y avait plus de patron ni de hiérarchie et que les travailleurs se sont rendus compte qu'ils pouvaient s'en passer. Ce sont des luttes qui ont duré des années dans certains cas, pas toujours victorieuses, et qui ont en outre laissé en moyenne la moitié des travailleurs sur le carreau, même si globalement, la situation s'est depuis améliorée et a permis de pérenniser et de consolider ces nouvelles coopératives.

C'est l'apogée des mouvements *piqueteros*. La forte croissance du mouvement à partir de la fin des années 90 a aussi correspondu à l'incorporation de nombreux militants provenant de diverses expériences de gauche ou d'extrême gauche, où bon nombre dressent des bilans critiques et révisent leur schémas et projets politiques. Certains abandonneront toute idée de construire le parti tandis que d'autres décideront provisoirement de mettre ce sujet entre parenthèses ou chercheront à le reconsidérer à partir des expériences d'organisations sociales de terrain et de base. D'autre part, à travers des regroupements de fils et filles de disparus de la dictature comme HIJOS[22], les enfants de la génération militante des années 60-70, assumeront à la fois une continuité d'engagement, notamment sur la question du châtiement des bourreaux et des tortionnaires de la Junte (« Ni pardon, ni oubli »), et une rupture avec la génération précédente par la volonté de ne pas reproduire les schémas «verticaux» des divers courants de la gauche argentine (péroniste, guevariste, trotskiste...) qu'ils aient pratiqué la lutte armée ou pas. Se réu-

nissant en assemblées et sous forme de réseau, sur un mode très égalitaire, où il n'y a pas d'« anciens » et de « jeunes », ni de *referentes* (leaders) et de simples membres, ils contribueront à repenser l'action politique, les modes d'organisation et de production de discours politique à partir des mouvements sociaux, de l'enquête, de la praxis, des luttes anti-répressives (notamment le gros travail réalisé par la Coordination contre la répression policière et institutionnelle, COR-REPI), des expériences alternatives, de l'influence du néozapatisme, parfois les idées libertaires, mais où toujours les références seront : autonomie, horizontalité, action directe.

Les derniers arrivés dans le mouvement des *piqueteros*, notamment les groupes trotskistes, décidèrent de créer brusquement leurs propres organisations de chômeurs, directement reliées aux partis[23], après avoir longtemps considéré que les « desocupados » n'étaient qu'un phénomène conjoncturel et périphérique à la centralité d'une « classe ouvrière » intemporelle, mythifiée, abstraite, devenue un pur marqueur identitaire et l'alibi caricatural et fonctionnel d'une rhétorique creuse, tournant à vide sur elle-même, comme une toupie autour de la centralité / verticalité « axiomatique » classe ouvrière-parti-Etat. Les tentatives de ces groupes ne leur ont jamais permis de rassembler beaucoup de monde, sauf dans quelques rares endroits, malgré leur activisme discipliné et les pratiques de quasi racket dans la gestion des *planes* empruntées à la pire tradition politique argentine, dans leur cas en recrutant quelques chômeurs afin de les faire travailler directement pour l'organisation en échange de subsides présentés comme des conquêtes de la dite organisation.

Le gouvernement Duhalde essaiera de briser la force montante du mouvement des *piqueteros* en jouant la reconnaissance et la négociation avec son aile syndicaliste[24] afin de tenter d'isoler les courants les plus combattifs et « autonomistes » pour mieux les criminaliser ensuite. Les divers mouvements de chômeurs qui n'avaient pas accepté de rejoindre les Conseils consultatifs mis en place par le gouvernement avaient décidé de faire du 26 juin, une journée nationale de lutte et pour l'aire métropolitaine de Buenos Aires, de bloquer toutes les principales voies d'accès à la capitale. Le

[20] De *manzana*, pâte de maison en Argentine. Ce sont des militantes péronistes chargées de distribuer des paniers alimentaires dans les quartiers. Elles connaissent tout le monde. Créé par Eva Perón, ce réseau assistanciel et clientéliste comptait encore, au début des années 1990, 30 000 membres rien que dans la conurbation de Buenos Aires (qui regroupe près d'1/3 de la population argentine).

[21] Les Argentins étaient parmi les plus syndicalisés au monde (environ 40%).

[22] Hijos e Hijas por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio, créé en 1995.

[23] En reprenant les mêmes sigles, pour que ce soit encore plus clair : le Parti Ouvrier a ainsi créé le Pôle Ouvrier, le Mouvement Socialiste des Travailleurs, le Mouvement Sans Travail... Les courants indépendants ou autonomes préférèrent placer ailleurs leur fidélité et références en prenant systématiquement le nom de « combattants sociaux » anonymes tombés sous les balles de la répression policière : Teresa Rodríguez, Anibal Verón, Oscar Barrios, Darío Santillán...

[24] FTV (Fédération Terre et Logement de la CTA) et CCC (Courant de Classe et Combatif).

gouvernement saisira cette échéance pour monter une opération répressive frontale et de grande ampleur. Ce jour là, le *piquete* massif situé sur le grand pont Pueyrredón reliant Buenos Aires et sa banlieue sud (d'où viennent les composantes les plus combattives) est violemment attaqué et dispersé par 3000 policiers à coup de lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de balles de plomb. Les affrontements dureront 6 heures. Darío Santillán et Maximiliano Kosteki, deux militants *piqueteros* du courant «autonomiste» (la CTD Anibal Verón) sont assassinés par balle et à bout portant par la police. Il y aura aussi 170 blessés (dont 33 par balles), 160 détenus.

Cette répression quasi militaire marquera un point d'inflexion dans le cycle de luttes né vers 1995-96. Cependant l'énorme retentissement de ce double meurtre dans ce qui s'est appelé le « Massacre de Avellaneda » produira des marches de protestation massives, même au-delà de Buenos Aires (où il y eut 50.000 manifestants), qui parviendront à desserrer l'étau. Les divers mouvements *piqueteros* qui refusent de collaborer avec le gouvernement[25], et singulièrement la « Verón », reçoivent des soutiens d'un peu partout, à commencer par les associations de défense des droits humains, les assemblées de quartiers, de nouveaux mouvements les rejoignent, etc. et ils sortent, du moins en apparence, renforcés de l'épreuve de force.

Cela ne durera pas très longtemps, mais, pour quelques mois, les organisations comme la FTV-CTA ou le CCC qui maintiendront de vouloir « dialoguer » avec le pouvoir, et le feront, sont marginalisés.

Sur le terrain social, les mouvements de chômeurs auront gagné l'extension des subsides à un niveau jamais atteint, bien au-delà d'ailleurs de leur capacité à les gérer directement. Des 180 000 programmes distribués par le canal des organisations de chômeurs en 2001, le nouveau système étendra la distribution à plus de 2 millions de «chefs de familles» en 2002. Mais, il faut le préciser, entre temps, le peso a été dévalué de 70% avant de perdre encore beaucoup plus de sa valeur.

Finalement, Duhalde, n'étant pas parvenu à mater la rébellion et à recomposer un groupe de pouvoir cohérent autour de lui, sera contraint de convoquer des élections anticipées.

Reflux des mouvements, sortie de crise, nouveau modèle productif

L'arrivée à la présidence de Néstor Kirchner en 2003 et le début de la récupération économique permettra la

recomposition du pouvoir politique autour d'une rhétorique anti-néolibérale aux accents nationalistes et par la mise en place d'un pacte social avec une partie des organisations sociales, les syndicats, mais sur des bases renouvelées par rapport à la tradition péroniste.

La remise en cause des lois d'amnistie des bourreaux de la dictature et l'ouverture de procès contre certains responsables des disparitions et des tortures ont rapidement fourni au kirchnerisme, encore dans une phase d'installation, une première base politique dans l'aire du péronisme de gauche, des associations des familles de disparus et des droits de l'homme.

La faible valeur du peso, qui a été divisée par trois, permet de baisser les coûts salariaux, de relancer les exportations, notamment agricoles, et de remplir les caisses de l'Etat grâce à des impôts sur l'exportation de ces produits. L'agriculture s'industrialise à grande vitesse, les grands propriétaires développent la culture du soja, et rapidement introduisent le transgénique à grande échelle qui devient le premier produit d'exportation, tandis que les exportations de blé, de tournesol et de maïs repartent. Le gouvernement instaure des taxes à l'exportation (jusqu'à 35%) et récupère ainsi des recettes fiscales conséquentes lui permettant à la fois de rembourser une partie de sa dette externe et de financer une base sociale par une politique de cooptation de mouvements sociaux, en s'appuyant aussi sur des alliances politiques avec certains courants issus du péronisme de gauche, les syndicats, les mouvements des coopératives ouvrières, les Mères de la Place de Mai, les plus grandes organisations de chômeurs qui sont aussi les moins combattives, celles qui avaient été marginalisées précédemment.

Cette base sociale se constituera aussi et se retrouvera dans un «tiers-secteur» de l'économie, dite sociale, notamment les coopératives de production, censé à la fois offrir des emplois et produire des équipements (des logements bon marché, notamment) que l'Etat ne souhaite pas prendre en charge directement : une sorte de capitalisme mixte et *low cost*, par et pour les pauvres, fondé sur des relations politiques d'allégeance avec l'Etat pourvoyeur et organisateur de ce secteur, alimenté financièrement par des transferts de capitaux, via la ponction fiscale, depuis les zones de haute profitabilité et en forte croissance (le soja).

Les organisations *piqueteras* les plus combattives vont entrer en crise à partir de 2004. Elles sont réprimées,

criminalisées, ne touchent presque plus de subsides et sont accusées de faire le jeu de la droite, tandis que naît bruyamment un « officialisme » *piquetero* [26]

C'est l'heure des déchirements et des polémiques. Devant l'institutionnalisation de certaines organisations et la nomination de leurs leaders à des postes dans le pouvoir politique, nombre de mouvements remettent en question l'identité de « piquetero » et de « desocupado ». Certains mouvements s'auto-marginalisent et disparaissent. D'autres s'engouffrent dans des projets productifs de l'économie sociale en se débarrassant rapidement des critères qu'ils formulaient encore un an auparavant... D'autres encore essaieront de maintenir un minimum d'autonomie et de continuité dans un équilibre instable entre quatre grands pôles : la lutte pour des subventions (pour le financement de plans de formation, d'insertion, de projets culturels, éducatifs...) et la maîtrise de leur usage par le mouvement (refus des contrôles) ; le marché, si possible local, pour écouler les produits des ateliers et des micro-entreprises (boulangeries, couture, menuiseries...); des modes d'échanges par des réseaux non marchands (par exemple avec des petits producteurs agricoles qui sont aussi regroupés dans des mouvements de lutte) ; des formes d'autoproduction communautaires, en particulier une petite agriculture maraîchère.

Si l'économie argentine est actuellement dans une phase de croissance qui l'a placé ces dernières années dans le sillage du Brésil et des pays « émergents », le pays ne s'est pas pour autant replacé dans un schéma keynésien : il reste un chômage de masse, un travail informel de masse (40%), une force de travail globalement précarisée et flexible dans un nouveau modèle d'accumulation, appelé là-bas « développementiste », aux allures progressistes et de gauche, essentiellement « agro-extractiviste-exportateur », favorisant les multinationales des mines[27], du gaz, du pétrole et de l'agrobusiness – issu de la grande propriété terrienne et en croissance constante – du soja transgénique (19 millions d'hectares en 2007 contre 6 millions en 1997) et autres cultures industrielles comme le tournesol, le maïs..., provoquant de multiples conflits pour la terre (déforestation, contamination, confiscation...) avec les communautés paysannes et indigènes.

Dans ce nouveau modèle – pas si nouveau car par bien des aspects il renoue avec celui des économies dépendantes des pays de la périphérie et, dans le cas argentin, d'avant l'industrialisa-

[25] Il y a là le Bloque Piquetero Nacional (FTC, MTL, MTR, Polo Obrero) cartel regroupant les partis de gauche et gauchistes classiques, le Mijp (Mouvement indépendant des retraités et pensionnés), Barrios de Pie («Quartiers debout») et la CTD Anibal Verón.

[26] A côté de ce qu'on a appelé les «Piqueteros K», qui ont intégré le Frente para la Victoria (le nouveau parti kirchneriste), on trouve aussi la tendance syndicaliste et bureaucratique du mouvement, la FTV (Fédération Terre et Logement de la CTA) et le CCC (Courant de Classe Combatif). Ils ne courent plus de routes mais restent mobilisables, aux côtés des camionneurs de la bureaucratie syndicale, dans des conflits politiques contre la «droite», comme en 2008 contre la «Sociedad Rural» regroupant les moyens et grands propriétaires terriens de l'agrobusiness exportateur qui voulaient une baisse des taxes et impôts.

[27] Plus de 150 entreprises dont beaucoup de canadiennes, australiennes, états-uniennes, aux côtés de quelques brésiliennes, sud-africaines et même argentines.

tion -, sous le prétexte de combattre l'assistancialisme, la politique sociale est convertie en politique économique, en incitation entrepreneuriale, par la formation d'unions de micro-crédit, la promotion de l'auto-emploi et de coopératives en passant par la mobilisation des ONG dans cette direction en application des programmes de « lutte contre la pauvreté » promus par la Banque mondiale. Le mot d'ordre est de créer des « projets productifs » dans lesquels la force et l'autonomie des mouvements de la rébellion sociale de la décennie précédente doivent pouvoir s'incorporer et s'investir, dans une nouvelle relation avec l'Etat, de dépendance, éventuellement conflictuelle, mais qui doit coûter à ce dernier le moins possible financièrement et lui rapporter le plus possible électoralement.

Cette orientation est directement inspirée par les nouvelles recommandations de la Banque mondiale à partir de 1997, date où l'institution procède à une réévaluation conceptuelle et une redéfinition du rôle de l'Etat « comme partenaire, catalyseur et promoteur de la croissance »[28] et sur les politiques de développement poussant à la création d'incitations microéconomiques en complément des grands axes des politiques néolibérales. Ces réorientations seront précisées en 2000 autour du triptyque : *opportunity, empowerment* [renforcement des capacités / autonomisation] et *security*. Ces redéfinitions sont établies par une nouvelle approche de la pauvreté où « le pauvre est essentiellement considéré dans sa capacité à travailler, et [où] il est capital de lui fournir la chance de pouvoir le faire »[29], en « rapprochant l'Etat du peuple », par une nouvelle « gouvernance » et en renforçant la « participation sociale » des pauvres par une plus grande autonomie « afin de tenter de recueillir les aspirations populaires pour les recycler en instruments au service de la gouvernabilité. »[30]

Dans ce cadre-là, il s'agit de promouvoir des aides mais avec des contreparties : sous forme de travail et par l'intégration de « règles de conduite sociale et de consentement de la part des groupes sociaux subalternes, par le biais de canaux limités et corporatifs de participation politique et d'action sociale » en donnant « aux pauvres les conditions qui leur permettront de devenir meilleurs avocats de leurs propres intérêts. »[31]

Le contexte change, le panorama des luttes aussi

Les « vrais emplois » que réclamaient

la majorité des mouvements de chômeurs n'ont pratiquement pas été créés lors de la récupération économique. Au contraire, dans le tissu productif officiel, toute l'organisation repose sur la démultiplication des modes de contractualisation précaire sous les quatre grandes catégories formelles de la « tercerización »[32] : la sous-traitance et l'externalisation classiques ; les embauchés par l'intermédiaire d'une société écran ; les entreprises de travail temporaire ; les contrats de service ou de chantier à des travailleurs « indépendants » ou « autonomes ». Ces formes se combinent entre elles et peuvent s'additionner dans une chaîne contractuelle où s'incorpore un cinquième élément, le travail au noir, informel, comme son dernier maillon qui est aussi le plus rentable de tous. Une étude de l'Université catholique argentine comptabilise 60% de la population active dans le chômage, l'informalité et le travail précaire en 2010. Malgré quelques luttes notables, significatives et d'ailleurs hétérogènes (travailleurs « tercésés » de compagnies de chemins de fer aux mains de la bureaucratie syndicale, téléopérateurs de *call centers*, enquêteurs, syndicat autonome des motocyclistes messagers et coursiers, « coordination des travailleurs précarisés de l'Etat » et mêmes des « jeunes scientifiques précarisés... ») et en dépit de théorisations très audacieuses pour ne pas dire fumeuses sur le « syndicalisme bio-politique », ce vaste secteur reste globalement sans organisation de défense, sans grande expérience de lutte collective, hormis les aires d'influences des divers mouvements de chômeurs issus de la décennie précédente et de quelques nouvelles initiatives, notamment celle d'un réseau latino-américain et caribéen des « collecteurs de base » des résidus solides recyclables (*cartoneros* en Argentine et au Chili, *catadores* au Brésil...).

Ce nouveau modèle économique, assez empiriquement construit, où il y a beaucoup de continuité et quelques ruptures significatives et inévitables avec la faillite du précédent, est tout de même fragile. Il ne peut fonctionner que dans un cycle de croissance des exportations et de la montée de leurs prix, elles-mêmes dépendantes des capacités d'acquisition sur le marché mondial. Le ralentissement actuel des économies à ce niveau-là le menace directement.

Du soja à la mine, les nouvelles batailles pour la terre, pour l'eau...

Un second facteur réside dans l'acceptabilité de ce modèle : la multi-

plication des conflits pour la terre à mesure que la frontière productive du soja se déplace et contre les mégaprojets d'exploitations minières à ciel ouvert extrêmement gourmandes en eau dans des zones semi-arides, en particulier dans les provinces andines. Dans la seule partie de ce qui s'appelle le Chaco argentin (qui s'entend sur six provinces du nord du pays), les conflits pour la terre concernent une superficie de 8 millions d'hectares et 950 000 personnes.[33]

Un autre facteur, qui peut se combiner aux deux premiers - en cas de réduction des marges de profit que l'Etat ponctionne - est du côté des mouvements sociaux, dans leur possibilité ou non de « tenir » dans les cadres où ils sont censés investir leur énergie et satisfaire leurs besoins, du type de conflits qui peuvent naître à partir de leur relation avec l'Etat, et dans leur capacité à ne pas être instrumentalisés et enrôlés par le gouvernement dans sa croisade « développementiste », agro-extractiviste et exportatrice, mais au contraire de tisser et renforcer les liens déjà existants avec les communautés paysannes et indigènes en lutte contre les mégaprojets miniers et la spoliation des terres agricoles et peut-être définir ensemble de toutes autres perspectives.

Dans la relation avec les mouvements paysans et communautés indigènes, les liens existent depuis longtemps de la part de ces mêmes secteurs (Nord de la province de Córdoba, Santiago del Estero...) et ont tendance à se renforcer et s'élargir d'autant que ce sont ces protagonistes qui se retrouvent maintenant en première ligne sous le feu de la répression armée des diverses polices régulières et des mercenaires au service des grands propriétaires et de leurs alliés politiques. Communautés toba-qom du Chaco, de la province de Formosa, dont deux membres ont été assassinés par la police en novembre 2010 et une vingtaine de maisons brûlées lors d'une opération policière de répression d'un barrage de route ; petits producteurs du MOCASE (Mouvement des paysans de Santiago del Estero), dont l'un des membres a été assassiné le 16 novembre dernier par deux hommes armés au service d'un grand propriétaire terrien ; communautés mapuches des provinces andines méridionales (Neuquén) ; diaguitas du nord-ouest (Tucumán) ; wichis du nord argentin (Chaco salteño)...

Ces dernières années, le déplacement des conflits vers les zones rurales et autour de la terre (dépossession, déforestation, contamination...) n'a cessé de s'accroître et les protagonistes

[28] « L'évolution de la politique de la Banque Mondiale dans les années 1990 : quel rôle pour l'Etat ? », Matthias Finger et Pascal Tornay, Lausanne 2001.

[29] « L'évolution... », M. Finger et P. Tornay, déjà cité.

[30] Raúl Zibechi, « La « lutte contre la pauvreté » comme contre-insurrection ». Original : Chapitre 1 de *Progre-sismo : la domesticación de los conflictos sociales*, Santiago du Chili, Quimantú, 2011, p. 23-50. Traduction de Sylvette Liens pour Dial (Diffusion d'information sur l'Amérique latine), disponible sur le site alterinfos.org.

[31] Mendes Pereira, Joao Márcio (2009). *O Banco Mundial como ator político, intelectual e financiero (1944-2008)*, cité par Raúl Zibechi

[32] Littéralement : qui fait appel à des tiers. Concept large qui englobe toutes les formes de contrats et d'offre de travail émis par une société envers une force de travail « extérieure » et tierce par rapport à ses propres effectifs, à ceux directement et régulièrement rattachés à elle par un contrat de travail.

[33] « Territorio, eje de la conflictividad actual », Observatorio de Derechos Humanos de Pueblos Indígenas, Octobre 2011.

[34] Le salaire minimum de 2011 est de 2300 pesos, soit environ 400 euros. Les salaires des pauvres embauchés dans les coopératives du programme Argentina Trabaja sont de 1200 pesos pour 7 heures de travail par jour.

amérindiens et paysans se font plus visibles : grèves de la faim, barrages routiers, marches sur la capitale, campements permanents... Les luttes pour la terre rencontrent celles contre les mégaprojets miniers dans les mêmes régions ou dans les zones voisines de tout l'ouest argentin, du nord (Jujuy, Salta, Catamarca) au sud (Esquel, province de la Patagonie andine de Chubut) où les pétitions, manifestations, caravanes et *cortes de ruta*, se développent depuis 2006 et plus récemment se coordonnent dans des « programmes de lutte » communs avec actions simultanées dans tous le pays pour la défense de la terre, dans toutes ses significations : comme ressource à préserver et à soustraire à toute privatisation et marchandisation, comme espace politique du territoire et espace de la vie sociale, comme symbolisation de la production de la vie biologique et de la condition humaine, dont se nourrissent les diverses actualisations de prophéties et mythes anciens sur la vie harmonieuse, depuis la « Terre sans Mal » des guaranis jusqu'aux « Sumak Kawsay » et « Suma Qamaña » (« Buen Vivir »), respectivement des quechuas et aymaras des hauts plateaux boliviens et du sud-est péruvien.

Les politiques d'insertion par l'économie sociale comme nouveaux enjeux

Dans la relation avec l'Etat, les luttes actuelles menées par les secteurs indépendants s'opposent au kirchnerisme et à sa politique sociale d'« insertion » à travers la création d'emplois précaires en CDD (de 6 mois), payés la moitié du salaire minimum pour des temps pleins[34], dans des pseudos coopératives d'Etat, comme le programme « Argentina Trabaja » [L'Argentine Travaille] qui promet 100 000 postes dans le Grand Buenos Aires. Plus précisément, les mouvements de chômeurs ou « multisectoriels » s'insèrent dans ces mesures par nécessité vitale de leurs membres mais pour les transformer à leur profit et y conquérir des espaces d'autonomie, notamment à travers une campagne revendicative « Coopératives sans *punteros* » et en arrachant des garanties d'emba-

che et des hausses de salaires par la création de syndicats de base de ces travailleurs précaires insérés dans ce nouveau secteur de l'économie sociale soi-disant « autogéré » ; dans les faits, des structures productives gérées de très près par l'Etat et fermement encadrées d'un côté par le paternalisme politique et le contrôle bureaucratique et de l'autre par la logique de l'efficacité productive et d'une autonomie promue comme capacité de devenir des agents économiques « libres et rationnels », adaptés et sachant tirer profit d'un marché de biens et services et de celui de la force de travail, mais maintenus sur les bords de l'informalité et totalement immergés dans une pauvreté structurelle dont la Banque mondiale se fait fort d'accroître la « productivité » en les mettant au travail sous couvert de les « insérer ».

Ces secteurs de l'économie sociale sont le produit des luttes et des résistances aux politiques d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Qu'ils soient promus à la fois par ces institutions du capitalisme globalisé et par les gouvernement « progressistes » d'Amérique latine ne doit pas surprendre : ils s'accordent tous à trouver que le « chômage » et la « pauvreté » sont des problèmes, des « données sans origine », des fatalités sans signification politique ni contexte, ni causalité, où la pauvreté est présentée comme une exclusion du progrès et non comme une de ses conditions et un de ses résultats, et ils ne veulent surtout pas la relier avec la nature de la propriété des moyens de produire les richesses, avec le travail exploité pour l'accumulation des profits – et donc à l'extrême « fonctionnalité des pauvres » dans ce processus –, avec la logique de la compétition marchande et la tendance à la marchandisation de la totalité existante, avec les relations de pouvoir dans lesquelles le plus grand nombre est dépossédé de toute décision et de tout choix sur le *faire social*, sur ce qu'il est souhaitable de produire ainsi que sur les manières et le type de relations sociales permettant d'y parvenir.

Cette contradiction n'est pas théorique. Elle est celle-là même dans laquelle s'engouffrent les mouvements de chômeurs qui investissent

aujourd'hui les différents programmes d'« insertion », de « lutte contre la pauvreté » et de la mise « au travail » des pauvres du pays. Instruments de la gouvernementalité, de la domination, l'économie sociale est en passe de devenir un nouvel enjeu, un espace supplémentaire de l'antagonisme social, un nouvel espace de conquêtes et de pratiques d'une autonomie conflictuelle, contre le marché et contre l'Etat.

La rencontre de ces luttes métropolitaines – auxquelles il faudrait ajouter celles des squatters et des habitants des bidonvilles pour le logement qui, fin 2010, ont pris une forme spectaculaire et ont souffert d'une violente répression à Buenos Aires[35] – et de celles des communautés en résistances de l'intérieur du pays pour la terre, contre le productivisme du modèle capitaliste « agro-extractiviste », ne peut qu'approfondir un peu plus la dimension territoriale de l'antagonisme et produire de nouveaux apports, l'enrichir de nouveaux contenus anti-capitalistes et concourir à dessiner un nouvel horizon, un nouvel imaginaire de significations sociales et politiques s'imprimant dans les formulations et les modes d'organisation de la protestation sociale *ici et maintenant* et dans les attentes et perspectives émancipatrices que ces mouvements peuvent faire naître à partir de là. Une chose est sûre, la lutte ne cesse pas.

J.F.
Novembre 2011

Rédigé pour le site Internet OCLibertaire l'idée de cet article était d'essayer de rassembler et d'apporter une information souvent peu connue et très dispersée, de donner éventuellement envie d'en savoir plus et de susciter des débats en rapport aussi bien avec la réalité argentine qu'avec celle du Vieux Continent, de la « crise » et des ripostes sociales envisageables à partir de cette nouvelle situation.

Reproduction libre
(avec mention d'origine, c'est mieux).

[35] En décembre 2010, des milliers de sans abris, squatters et de résidents de bidonvilles ont envahi un grand parc du sud de la capitale. La police fédérale appelée pour les déloger est intervenue et trois occupants sont morts par balles, Rosemary Chura Puña (Bolivienne de 28 ans), Bernardo Salgueiro (Paraguayen de 22 ans) et Emiliano Canaviri Álvarez (Bolivien de 42 ans). Voir à ce propos l'article « Trois morts dans le conflit pour les logements à Buenos Aires » sur le site Internet OCLibertaire, rubrique « Actualités, Tracts et Communiqués », sous-rubrique « Dossier Amérique latine ».

En savoir plus... Dans les numéros 215 et 216 (décembre 2011 et janvier 2012), *Courant Alternatif*, revient plus précisément sur les mouvements *piqueteros* à travers la publication d'un article en deux parties sur l'histoire, les caractéristiques et les continuités actuelles de ces expériences. L'indispensable site <http://amerikenlutte.free.fr/> est à consulter. Il est l'une des seules sources permanentes d'informations en français sur les mouvements indépendants d'Amérique latine, principalement argentins.